



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

salariés

Question écrite n° 120009

Texte de la question

M. Hervé Féron attire l'attention de M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie sur la prime de 1 000 euros promise au début de l'année par le Président de la République, Nicolas Sarkozy, aux salariés Français. Dans la questions écrite n° 107866 du 10 mai 2011, il l'interrogeait sur les suites réservées à cette très populaire promesse du Président de la République. Il lui demandait alors si cette prime, d'au moins mille euros, serait bien versée dès la clôture de l'exercice 2011. Il n'a pas souhaité répondre à cette question, et pour cause : sur les 4 millions de Français qui étaient intéressés par cette prime, après négociation dans les entreprises, il n'y en a finalement qu'un peu plus de deux millions qui sont effectivement concernés. Qui plus est, ces deux millions de citoyens toucheront en moyenne entre 100 et 600 euros, bien loin des plus de mille euros promis. Dans certaines sociétés, cette prime est même déduite de l'intéressement. Au final, les salariés n'auront pas davantage de pouvoir d'achat, contrairement à ce qui leur avait été promis par le Président de la République et sa majorité UMP. Il lui demande, comme des millions de nos concitoyens, pourquoi le Gouvernement n'a pas tenu les promesses du Président de la République.

Données clés

Auteur : [M. Hervé Féron](#)

Circonscription : Meurthe-et-Moselle (2^e circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 120009

Rubrique : Entreprises

Ministère interrogé : Économie, finances et industrie

Ministère attributaire : Économie, finances et commerce extérieur

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 18 octobre 2011, page 10979

Question retirée le : 19 juin 2012 (Fin de mandat)